

**RETURN BIDS TO:**

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

## Réception des soumissions - TPSGC / Bid Receiving - PWGSC

**1550, Avenue d'Estimauville**  
**1550, D'Estimauville Avenue**

## Québec

Québec

**G1J 0C7**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

### Regional Individual Standing Offer (RISO)

### Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address****Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

TPSGC/PWGSC

601-1550, Avenue d'Estimauville

Québec

Québec

G1J 0C7

<b>Title - Sujet</b> Location grue	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W7701-176518/A	<b>Date</b> 2018-03-20
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W7701-176518	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$QCL-038-17375
<b>File No. - N° de dossier</b> QCL-7-40034 (038)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2018-04-30</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Heure Avancée de l'Est HAE
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> Voir doc.	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Fournier, Annie	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> qcl038
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (418)649-2775 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (418)648-2209
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> RDDC-R et D Dfense Canada-Valcartier DRDC-Defence R&D Canada-Valcartier Bâtisse 53 2459, route de la Bravoure QUEBEC Québec G3J1X5 Canada	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>3</b>
1. INTRODUCTION .....	3
2. SOMMAIRE .....	3
3. COMPTE RENDU .....	3
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....</b>	<b>5</b>
1. INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	5
2. PRÉSENTATION DES OFFRES .....	5
3. ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	5
4. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....	7
5. LOIS APPLICABLES.....	7
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....</b>	<b>8</b>
1. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	8
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>10</b>
1. PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	10
2. MÉTHODE DE SÉLECTION .....	10
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>11</b>
1. ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE.....	11
2. ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	11
<b>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET AUX ASSURANCES .....</b>	<b>13</b>
1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	13
2. EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	13
<b>PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....</b>	<b>14</b>
<b>A. OFFRE À COMMANDES.....</b>	<b>14</b>
1. OFFRE .....	14
2. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	14
3. CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	14
4. DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES.....	15
5. RESPONSABLES .....	15
6. DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES.....	16
7. UTILISATEURS DÉSIGNÉS .....	16
8. INSTRUMENT DE COMMANDE.....	16
9. LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES.....	17
10. LIMITATION FINANCIÈRE .....	17
11. ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	17
12. ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	17
13. LOIS APPLICABLES.....	17
<b>B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>18</b>
1. ÉNONCÉ DU BESOIN .....	18

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W7701-176518/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W7701-176518

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
QCW-7-40034

Id de l'acheteur - Buyer ID  
qc1038  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

2. CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	18
3. DURÉE DU CONTRAT .....	18
4. DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES.....	18
5. PAIEMENT.....	18
6. INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION .....	19
7. ASSURANCES OU EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	19
8. CLAUSES DU GUIDE DES CCUA.....	19
9. PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – MANQUEMENT DE LA PART DE L'ENTREPRENEUR.....	19
<b>ANNEXE « A » .....</b>	<b>20</b>
ÉNONCÉ DU BESOIN.....	20
<b>ANNEXE « B » .....</b>	<b>21</b>
FIXATION DES PRIX.....	21
<b>ANNEXE « C » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES .....</b>	<b>25</b>
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	25

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;  |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;   |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;   |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et   |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :<br><br>7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé du besoin, la fixation des prix, les instruments de paiement électronique et toute autre annexe.

### **2. Sommaire**

Fournir au fur et à mesure des besoins un service de location de grues avec opérateur pour divers travaux de levage de matériel et d'équipement à RDDC-Valcartier (Recherche et Développement pour la Défense Canada) pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2018 au 31 mai 2019 avec possibilité de trois (3) années d'options supplémentaires.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

### **3. Compte rendu**

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les

N° de l'invitation - Solicitation No.

W7701-176518/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W7701-176518

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

QCW-7-40034

Id de l'acheteur - Buyer ID

qc1038

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

**15 jours ouvrables**, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes.  
Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans [le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2017-04-27) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours  
Insérer : cent-vingt (120) jours

### 2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes par courrier ou par télécopieur au numéro suivant: (418) 648-2209.

### 3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitale des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

#### Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

#### **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui ( ) Non ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

#### **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui ( ) Non ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;

- 
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
  - f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
  - g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

#### 4. Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes **au moins cinq (5) jours civils** avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

#### 5. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.



## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

### **1. Instructions pour la préparation des offres**

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre financière (un exemplaire papier)

Section II : Attestation et renseignements supplémentaires (un exemplaire papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

#### **Section I : Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec « l'Annexe B – Fixation des prix ». Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

#### **1.1 Paiement électronique de factures - offre**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

N° de l'invitation - Solicitation No.

W7701-176518/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W7701-176518

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

QCW-7-40034

Id de l'acheteur - Buyer ID

qc1038

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **Section II: Attestations et renseignements supplémentaires**

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **1. Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation financiers.

#### **1.1 Évaluation financière**

L'offrant doit présenter des prix fermes tout compris en conformité et selon le format utilisé dans la base de paiement à l'Annexe « B » de cette demande, l'offrant doit compléter cette partie et la joindre avec son offre.

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

### **2. Méthode de sélection**

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

## PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### 1. Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

#### 1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### 2. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

#### 2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### 2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » ) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

N° de l'invitation - Solicitation No.

W7701-176518/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W7701-176518

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

QCW-7-40034

Id de l'acheteur - Buyer ID

qc1038

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W7701-176518/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W7701-176518

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
QCW-7-40034

Id de l'acheteur - Buyer ID  
qc1038  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **2. Exigences en matière d'assurance**

G1005C (2016-01-28), Assurance – Aucune exigence particulière

## PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

### A. OFFRE À COMMANDES

#### 1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

#### 2. Exigences relatives à la sécurité

L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

#### 3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### 3.1 Conditions générales

[2005 \(2017-06-21\)](#), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

##### 3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

###### 3.2.1 Rapports d'utilisation périodique - offres à commandes

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les semestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des semestres:

Premier semestre : du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre;  
Deuxième semestre : du 1<sup>er</sup> décembre au 31 mai.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les **15 jours civils** suivant la fin de la période de référence.

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W7701-176518/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W7701-176518

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
QCW-7-40034

Id de l'acheteur - Buyer ID  
qc1038  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

### 3.2.2 Exigences en matière d'établissement de rapports

Les offrants doivent fournir leurs rapports en conformité avec le rapport-type ci-dessous :

#### Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

#W7701-176518/001/QCL, Location de grues

Offrant : \_\_\_\_\_

Période du rapport : du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Nom du ministère / Client :	Nombre de commandes	Montant en argent
		\$
		\$
		\$
Montant total :		\$

Signature : \_\_\_\_\_

Date (AAAA-MM-JJ) : \_\_\_\_\_

#### 4. Durée de l'offre à commandes

##### 4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1<sup>er</sup> juin 2018 au 31 mai 2019 inclusivement.

##### 4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire de trois périodes de 12 mois chacune, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

#### 5. Responsables

##### 5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Annie Fournier  
Titre : Spécialiste de l'approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Adresse : 1550, avenue d'Estimauville 6e étage, Québec (Québec) G1J 0C7



Téléphone : 418-649-2775  
Télécopieur : 418-648-2209  
Courriel : [annie.fournier@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:annie.fournier@pwgsc-tpsgc.gc.ca)

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

## 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

## 5.3 Représentant de l'offrant (*sera complété dans l'offre à commandes*)

Nom :  
Titre :  
Organisation:  
Adresse :

Téléphone :  
Télécopieur :  
Courriel :

## 6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## 7. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Recherche et développement pour la défense Canada – Centre de recherches de Valcartier.

## 8. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :

- PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
- PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)

## 9. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 20,000.00\$ (taxes applicables incluses).

## 10. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de **75,000.00\$ (taxes applicables exclues) par année**, pour un total de **300,000.00\$ pour les quatre années**, à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

## 11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- les articles de l'offre à commandes;
- les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- les conditions générales 2010C (2016-04-04);
- l'Annexe « A », Énoncé du besoin;
- l'Annexe « B », Fixation des prix;
- l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_ **ou** « telle que modifiée le \_\_\_\_\_ » (sera complété à l'émission de l'offre à commandes).

## 13. Attestations et renseignements supplémentaires

### 13.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

## 14. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### 1. Énoncé du besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### 2. Clauses et conditions uniformisées

#### 2.1 Conditions générales

[2010C \(2016-04-04\)](#), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### 3. Durée du contrat

#### 3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

### 4. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### 5. Paiement

#### 5.1 Base de paiement – prix fermes

A condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix fermes tel qu'indiqué à l'annexe « B » ci-jointe. Les droits de douanes sont inclus, et la taxe sur les produits et services ou les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

#### 5.2 Clauses du *Guide des CCUA*

H1001C (2008-05-12), Paiement multiples  
A9117C (2007-11-30), T204 – demande directe du ministère client

#### 5.3 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. ( ) Carte d'achat Visa;
- b. ( ) Carte d'achat MasterCard;

---

c. ( ) Dépôt direct (national et international).

## 6. Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales 2010C. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

## 7. Exigences en matière d'assurance

G1005C (2016-01-28), Assurance – Aucune exigence particulière

## 8. Clauses du *Guide des CCUA*

A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

A9006C (2012-07-16), Contrat de défense

## 9. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (ESDC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par ESDC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

---

**ANNEXE « A »**

**ÉNONCÉ DU BESOIN**

**1. Énoncé de besoin :**

- Fournir au fur et à mesure des besoins un service de location de grues avec opérateur pour divers travaux de levage de matériel et d'équipement à RDDC (Recherche et Développement pour la Défense Canada) Valcartier pour la période du 1 juin 2018 au 31 mai 2019 avec possibilité de trois (3) années d'options supplémentaires.

**2. Conditions essentielles :**

- Les travaux seront effectués sur les différents sites d'opération du RDDC Valcartier ainsi que sur les sites d'essais de la Garnison Valcartier et du RDDC Valcartier.
- Les commandes seront placées par téléphone et/ou par télécopieur.
- Le service est requis dans les 48 heures, excluant les fins de semaines et congés fériés, après réception d'une commande.
- Le fournisseur devra émettre une facture par commande et indiquer sur chaque facture le numéro de commande du client, le numéro de l'offre à commandes et le détail du temps de travail.
- Le fournisseur sera responsable de fournir les services requis pour répondre aux demandes de service.
- Les prix incluent tous les frais d'opération de l'équipement, c.a.d. carburant, opérateur, récupération de la grue en cas de bris, etc.

**3. Équipement requis**

- L'entrepreneur doit fournir sur demande l'équipement suivantÉ :
  - Boom truck d'une capacité de 20 à 25 tonnes;
  - Grues télescopique sur camions d'une capacité de 25 à 60 tonnes.

## ANNEXE B

### FIXATION DE PRIX

#### 1. Pour la période du : 1 juin 2018 au 31 mai 2019

##### a) Heures régulières (du lundi au vendredi entre 7h00 et 16h30)

Item	Description	Prix (\$) de base - 4 heures minimum	Prix (\$) pour chaque heure additionnelle
1	Boom truck d'une capacité de 20 tonnes		
2	Boom truck d'une capacité de 25 tonnes		
3	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 25 tonnes		
4	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 30 tonnes		
5	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 45 tonnes		
6	Grue conventionnelle et/ou télescopique sur camion d'une capacité de 60 tonnes		

#### Pour la période du : 1 juin 2018 au 31 mai 2019

##### b) En dehors des heures régulières (fin de semaine et jours fériés)

Item	Description	Prix (\$) de base 4 heures minimum	Prix (\$) pour chaque heure additionnelle
1	Boom truck d'une capacité de 20 tonnes		
2	Boom truck d'une capacité de 25 tonnes		
3	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 25 tonnes		
4	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 30 tonnes		
5	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 45 tonnes		
6	Grue conventionnelle et/ou télescopique sur camion d'une capacité de 60 tonnes		

#### 2. Pour la période du : 1 juin 2019 au 31 mai 2020 (option)

##### a) Heures régulières (du lundi au vendredi entre 7h00 et 16h30)

Item	Description	Prix (\$) de base 4 heures minimum	Prix (\$) pour chaque heure additionnelle
1	Boom truck d'une capacité de 20 tonnes		
2	Boom truck d'une capacité de 25 tonnes		

3	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 25 tonnes		
4	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 30 tonnes		
5	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 45 tonnes		
6	Grue conventionnelle et/ou télescopique sur camion d'une capacité de 60 tonnes		

**Pour la période du : 1 juin 2019 au 31 mai 2020 (option)****b) En dehors des heures régulières (fin de semaine et jours fériés)**

Item	Description	Prix (\$) de base 4 heures minimum	Prix (\$) pour chaque heure additionnelle
1	Boom truck d'une capacité de 20 tonnes		
2	Boom truck d'une capacité de 25 tonnes		
3	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 25 tonnes		
4	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 30 tonnes		
5	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 45 tonnes		
6	Grue conventionnelle et/ou télescopique sur camion d'une capacité de 60 tonnes		

**3. Pour la période du : 1 juin 2020 au 31 mai 2021 (option)****a) Heures régulières (du lundi au vendredi entre 7h00 et 16h30)**

Item	Description	Prix (\$) de base 4 heures minimum	Prix (\$) pour chaque heure additionnelle
1	Boom truck d'une capacité de 20 tonnes		
2	Boom truck d'une capacité de 25 tonnes		
3	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 25 tonnes		
4	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 30 tonnes		
5	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 45 tonnes		
6	Grue conventionnelle et/ou télescopique sur camion d'une capacité de 60 tonnes		

**Pour la période du : 1 juin 2020 au 31 mai 2021 (option)**

**b) En dehors des heures régulières (fin de semaine et jours fériés)**

Item	Description	Prix (\$) de base 4 heures minimum	Prix (\$) pour chaque heure additionnelle
1	Boom truck d'une capacité de 20 tonnes		
2	Boom truck d'une capacité de 25 tonnes		
3	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 25 tonnes		
4	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 30 tonnes		
5	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 45 tonnes		
6	Grue conventionnelle et/ou télescopique sur camion d'une capacité de 60 tonnes		

**4. Pour la période du : 1 juin 2021 au 31 mai 2022 (option)**

**a) Heures régulières (du lundi au vendredi entre 7h00 et 16h30)**

Item	Description	Prix (\$) de base 4 heures minimum	Prix (\$) pour chaque heure additionnelle
1	Boom truck d'une capacité de 20 tonnes		
2	Boom truck d'une capacité de 25 tonnes		
3	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 25 tonnes		
4	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 30 tonnes		
5	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 45 tonnes		
6	Grue conventionnelle et/ou télescopique sur camion d'une capacité de 60 tonnes		

**Pour la période du : 1 juin 2021 au 31 mai 2022 (option)**

**b) En dehors des heures régulières (fin de semaine et jours fériés)**

Item	Description	Prix (\$) de base 4 heures minimum	Prix (\$) pour chaque heure additionnelle
1	Boom truck d'une capacité de 20 tonnes		
2	Boom truck d'une capacité de 25 tonnes		
3	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 25 tonnes		
4	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 30 tonnes		



N° de l'invitation - Solicitation No.

W7701-176518/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W7701-176518

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

QCW-7-40034

Id de l'acheteur - Buyer ID

qc1038

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

5	Grue télescopique sur camion d'une capacité de 45 tonnes		
6	Grue conventionnelle et/ou télescopique sur camion d'une capacité de 60 tonnes		

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W7701-176518/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W7701-176518

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
QCW-7-40034

Id de l'acheteur - Buyer ID  
qc1038  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

**ANNEXE « C » de la PARTIE 3 de la  
DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES**

**INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ( ) Carte d'achat VISA ;
- ( ) Carte d'achat MasterCard ;
- ( ) Dépôt direct (national et international) ;